VERS L'HARMONISATION JURIDIQUE DE LA CDPH

Webinar IDDC – le 12/02/2019

imed ouertani

COMMENT LES LOIS SONT FAITES?

Il est important de comprendre le processus de creation des lois et des réglementations:

- Qui propose?
- Qui participle?
- Qui valide?

Cela comprend les institutions et les personnes,

Pourquoi c’est important?

- Pour mettre en œuvre la CDPH, les États doivent traduire toutes les dispositions de le convention dans la législation nationale, élaborer des réglementations… afin que tous les niveaux, secteurs et gouvernements, les appliquent. Nous appelons cela «domestication» ou «harmonisation»

- De nombreux pays ont reformulé leurs anciennes approches et lois avec de nouveaux mots issues de la CDPH, mais ils n'ont pas changé leurs approches pour autant, souvent parce qu'ils ne comprennent pas la CDPH.

- Les OPH ont un rôle très critique à jouer et doivent étre très vigilants

De quoi s’agit-il ?

LOIS ET REGLEMENTS NATIONAUX = CDPH MISE EN OEUVRE DANS MON PAYS

Quelle est l'étape principale?

LOIS ET REGLEMENTS NATIONAUX

=

ou

≠

CDPH

Quelles sont les étapes?

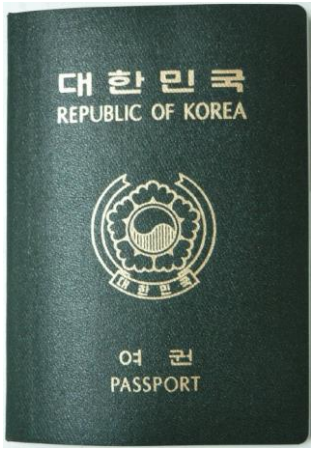
- 1. revoir les lois
  - Quelles lois sommes-nous censés examiner?
  - Qui fait les examens?
  - Quels sont les tests de conformité?
- 2. Développer une stratégie :
  - Que voulons nous ?
  - Où commençons nous ?
- 3. Plaidoyer plaidoyer plaidoyer plaidoyer plaidoyer
- 4. Plaidoyer plaidoyer plaidoyer plaidoyer plaidoyer

Vers l’harmonisation

L’État pourrait être amené à adopter, abroger ou modifier :

- Lois qui concernent **spécifiquement** les personnes handicapées - une loi nationale complète sur le handicap ou une éducation inclusive
- Lois qui **restreignent les droits et libertés des personnes handicapées** - telles que les lois sur la tutelle et l'incapacité ou les lois sur la santé mentale autorisant l'internement et le traitement non consensuel
- Lois qui concernent une variété de personnes mais **incluent des références spécifiques aux personnes handicapées** - loi anti-discrimination, loi sur la sécurité sociale, lois sur la tutelle, codes pénaux, codes électoraux, codes du travail, lois sur la santé et la sécurité au travail
- Lois qui ne mentionnent pas spécifiquement les personnes handicapées **mais qui les concernent** - lois sur la construction, lois sur la famille, lois sur la propriété intellectuelle, lois sur les contrats..

Lois à revoir :



Lois à revoir :

Lois à revoir…

Constitution

Législation anti-discrimination (générale et spécifique au handicap)

Législation complète sur les droits des personnes handicapées

Actes de droits de l'homme

Lois relatives à l'administration de la justice

Lois de protection de l'enfance

Lois sur la santé mentale

Lois sur l'éducation

Codes du travail

Lois sur la famille et le mariage

Assistance sociale, services sociaux et protection sociale

Lois relatives aux personnes ayant un handicap spécifique

Lois sur la justice pour mineurs

Codes électoraux

Lois de tutelle

Code pénal ou pénal

Codes civils

Lois sur l'immigration, l'asile et la naturalisation

Codes d'enregistrement de naissance

Lois sur les médias

Lois sur l'information et la communication

Lois sur la santé et la sécurité au travail

Lois sur la formation professionnelle

Législation sanitaire générale

Lois sur l'assurance maladie

Codes de construction

Lois sur le logement social

Lois fiscales

Législation relative à des groupes spécifiques tels que les peuples autochtones, les personnes âgées, les minorités

Réglementation de la société civile et des organisations à but non lucratif ….

Qu’est ce qu’il faut regarder?

1. Quel est le lien entre cette loi et d'autres lois (anciennes lois par exemple)? Cette loi sera-t-elle plus ou moins importante? Cette loi l'emportera-t-elle sur les autres?

2. La vision et les valeurs qui sous-tendent la loi sont-elles conformes au but et aux principes de la CDPH?

3. Les différents éléments de la loi sont-ils conformes aux droits connexes des personnes handicapées et aux obligations des États définies dans la CDPH? Reflète-t-il la jurisprudence du comité CDPH (recommandations finales et commentaires généraux)?

4. Cette loi est-elle applicable? Quelle est la qualité des mécanismes de mise en œuvre prévus, le cas échéant?

DE FAÇON GÉNÉRALE: La loi reflète t'elle les principes généraux de la CDPH à l'article 3?

a) le respect de la dignité inhérente, de l'autonomie individuelle, y compris la liberté de choix, et de l'indépendance des personnes;

b) Non-discrimination;

c) Participation et inclusion complètes et effectives dans la société;

d) Respect de la différence et acceptation des personnes handicapées en tant que partie intégrante de la diversité humaine et de l'humanité;

e) Égalité de chances;

f) accessibilité;

g) Égalité entre hommes et femmes;

h) Respecter l'évolution des capacités des enfants handicapés et respecter le droit des enfants handicapés à préserver leur identité.

ESSAI D'HARMONISATION LEGALE

1. Les lois / articles spécifiques d'une loi donnée respectent-ils les dispositions de l'article correspondant de la CDPH:

- Droits des personnes handicapées ?

et

- Obligations des Etats ?

2. Est-ce que les lois / l'article en question tiennent compte de la jurisprudence du comité de la CDPH en ce qui concerne les articles respectifs?

LA LOI EST-ELLE APPLICABLE ?

- Existe-t-il un bon mécanisme pour s'assurer que la loi sera appliquée?
- Qui sera responsable de sa mise en œuvre?
- Comment les règlements de mise en œuvre seront-ils élaborés?
- … ..

Consultation des OPH

- La participation effective et significative des personnes handicapées et de leurs organisations - une des obligations fondamentales de la CDPH - doit être reflétée dans les mesures d'harmonisation juridique découlant de la vérification de la conformité légale, de la modification des lois existantes et de la rédaction d'une nouvelle législation.

Où commencer?

Différentes STRATEGIES pour une harmonisation globale

- Promulguer une Loi sur les Droits des Personnes Handicapées
  - Établir des normes pour l'accessibilité, les services communautaires. Cela concernera différents secteurs (il est donc important que chaque ministère responsable adopte des réglementations pour appliquer la loi dans son secteur))
- Promulguer une loi anti-discrimination globale
  - Y compris la définition de «discrimination sur la base du handicap» qui inclut le refus d'accommodement raisonnable
  - Travailler sur les lois générales existantes et à venir
  - Inclure les droits en vertu de la CDPH dans différentes législations
- Saisir l'opportunité (révision de la constitution ..)

Quelques défis (parmi d’autres)

Défis

- Comment définir le handicap, la certification
  - Les droits doivent être pour toutes les personnes handicapées (article 1)
  - Différentes lois peuvent utiliser différentes «définitions» qui sont en réalité des critères d'éligibilité plutôt qu'une définition.
  - La loi anti-discrimination devrait avoir la "définition" la plus large possible

- Initier l'amendement des lois non spécifiques au handicap pour le respect de la CDPH
  - Veiller à l'élaboration de lois et d'amendements,

Défis

- S'en tenir au champ d'application de la législation
  - Tout ce qui rendrait un secteur conforme à la CRPD peut ne pas figurer dans une seule législation
    - Par exemple, le salaire minimum ne peut pas être pris en compte dans une loi sur les usines

- Autres lois pouvant être annulées
  - Exiger une clause stipulant que la nouvelle loi l'emportera sur les lois plus anciennes qui ne sont pas conformes à la CDPH.

Focus non discriminiation

Focus sur la non discriminiation

- L'interdiction de la discrimination fondée sur le handicap doit être inscrite dans la législation, qui s'appliquera à tous les acteurs publics et privés opérant dans un pays donné.
- Il devrait inclure toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination par association
- Cela devrait inclure l’obligation de fournir des aménagements raisonnables et que refuser un aménagement raisonnable constitue une discrimination

Egalité et Non discrimination

- La Constitution et d'autres lois sur l'égalité et la non-discrimination incluent-elles expressément le «handicap» en tant que catégorie protégée?
- La loi définit-elle la discrimination?
- La loi reconnaît-elle que le refus d'amenagement raisonnable constitue une discrimination?
- La loi interdit-elle la discrimination directe et indirecte?
- La loi interdit-elle la discrimination par association?

Egalité et Non discrimination

- La loi interdit-elle la discrimination fondée sur un handicap perçu ou attribué?
- La loi protège-t-elle contre le harcèlement?
- Le fardeau de la preuve est-il déplacé?
- La loi prévoit-elle un accès aux recours pour les victimes de discrimination?
- La loi prévoit-elle des mesures spécifiques et d'autres mesures positives visant à promouvoir l'égalité des personnes handicapées?

Au-delà de la Non Discrimination

- Les lois globales ou des lois distinctes doivent être promulguées, modifiées pour garantir que les personnes handicapées jouissent et exercent tous leurs droits fondamentaux sur un pied d'égalité avec les autres.
- Cela nécessite de s'assurer que l'accessibilité est atteinte progressivement mais sûrement
- Prise de conscience et changement de perception dans la société
- Un soutien est fourni aux personnes handicapées et aux familles d'enfants handicapés.

Un outils de collecte et d'analyse

Nom du droit: (ex; droit à la santé, droit à lemploi, droit à la protection sociale,,,)						
Constitution	Article de la CDPH	Lois nationales (lois organique et lois ordinaire)	Texte d'application (décret d'application, arreté, circulaires,,,)	Jurisprudence nationale	Jurisprudence du comité de la CDPH	Analyses et observations

Merci pour votre attention

- Vos questions

Source :

- * Bridge CRPD-SDGs training material
- * CDPH
- * institue Danois des droits de l’homme